Jacques Fontanel

L'industrie d'armement de la Russie
Puissance et avenir

Rapport

RECEP[1]

Moscou.

Décembre 2003.

Abstract : L'industrie d'armement et l'équipement de l'armée russe ont subi de plein fouet l'effondrement des dépenses militaires de la Russie. Le complexe militaro-industriel doit engager une politique de diversification vers des produits civils ou à l'exportation. Aujourd'hui, il souffre d'un bas niveau d'emploi du personnel et de niveaux de salaires faibles au regard des qualifications exigées. L'Etat souhaite créer de grandes compagnies stables et compétitives, en vue de perfectionner le noyau de haute technologie nécessaire à la défense nationale. Si l'armement nucléaire bénéficie toujours d'une priorité, il n'en va pas de même pour les industries d'armement conventionnel. 40 % des entreprises sont en situation de faillite et la corruption y est très forte. En outre, les demandes de l'armée russe sont insuffisamment satisfaites. L'exportation est considérée comme une solution d'avenir, mais la compétitivité des armes russes n'est pas toujours suffisante face aux firmes américaines.

The armaments industry and equipment of the Russian army have been hit hard by the collapse of Russian military spending. The military-industrial complex must engage in a policy of diversification towards civilian products or export. Today, he suffers from a low level of staff employment and low salary levels in relation to the qualifications required. The state wants to create large, stable and competitive companies to perfect the high-tech core needed for national defence. While nuclear weapons are still a priority, the same is not true for conventional arms industries. 40% of companies are bankrupt and corruption is very strong. In addition, the demands of the Russian army are insufficiently satisfied. Export is seen as a solution for the future, but the competitiveness of Russian arms is not always sufficient against American firms.

[1] Je remercie l'équipe de RECEP de Moscou pour les transmissions d'informations et les traductions de textes et de tableaux.

La sécurité d'un pays n'est jamais gratuite. Elle implique des coûts, qui sont justifiés par l'importance des menaces concernant la sécurité internationale. En ce sens, une industrie nationale d'armement n'a de sens qu'au regard des menaces militaires présentes et futures d'un pays. Autrement dit, son poids et son évolution dépendent à la fois de celles des pays adversaires potentiels et de celles de ses alliés. Selon son importance, ses alliances et les menaces, un pays s'engage dans la production d'armes, en vue de bénéficier d'une indépendance dans la disponibilité et l'utilisation des matériels de défense. L'industrie d'armement de la Russie ne peut se mesurer qu'à l'aulne de la puissance américaine, de l'OTAN et de la Chine.

Le développement de la production d'armement dépend des choix des gouvernements, lesquels sont la résultante de considérations stratégiques, politiques et économiques. D'abord, l'évolution des dépenses militaires des ennemis potentiels est un facteur explicatif de la course aux armements. Aujourd'hui, la Russie ne connaît pas nécessairement ses ennemis[1]. Sauf à souhaiter redevenir une puissance alternative aux Etats-Unis, la Russie n'a pas de raison conflictuelle à augmenter considérablement ses dépenses militaires. Elle doit le faire pour sa propre sécurité intérieure et pour compenser l'obsolescence et le vieillissement de ses matériels. Elle doit aussi faire face aux nouvelles stratégies militaires, qui impliquent de nouveaux moyens d'action et d'armes.

L'industrie d'armement et l'équipement de l'armée russe ont subi de plein fouet l'effondrement des dépenses militaires de la Russie. Le complexe militaro-industriel a été amené à engager une politique de diversification vers les produits civils et l'exportation. L'industrie d'armement elle-même a été doublement dépendante des commandes de l'armée et des ventes à l'étranger.

---

[1] La Chine reste toujours une menace, les Etats-Unis sont devenus une hyper puissance, l'Europe devient un partenaire économique souhaité.

I. Les dépenses militaires de la Russie

Il y a quelques années les comparaisons des dépenses militaires faisaient l'objet de débats. Au début des années 1980, le SIPRI considérait que l'URSS dépensait un bon tiers de milliards de dollars de moins que les Etats-Unis à des fins militaires, l'USACDA estimait, au contraire que l'Union soviétique dépensait un bon tiers de plus. Le fardeau militaire a constitué l'une des raisons de l'effondrement de l'URSS, sans doute d'ailleurs la plus importante. Aujourd'hui, les Etats-Unis dépensent 40 % des dépenses militaires mondiales, soit autant que l'URSS et les pays européens dans leur ensemble.

Les dépenses militaires de la Russie ont connu une très forte baisse après l'engagement du processus de la transition.

Table 1. Le budget de la défense russe de 1992 à 2001 (en milliards de roubles)

Années	Budget initial	Budget révisé	Budget final	En indices constants (base 1992)
1992	0,38		0,86	100
1993	3,12	8,33	7,21	85
1994	40,63		28,03	77
1995	48,58	59,38	47,80	43
1996	80,19		63,9	25
1997	104,30	83,00	79,70	27
1998	81,77		65,10	18
1999	93,70	109,00	116,80	26
2000	143,00		190,8	35
2001	218,92		240,0	37
2002	262,90			

On constate que les dépenses militaires de la Russie représentent un fardeau de moins en moins important eu égard à la richesse produite chaque année par le pays. Ces résultats sont proches de ceux de la France. Les dépenses dites de coûts opérationnels représentent près des plus de 60 % des dépenses totales, alors même que plus d'un tiers des sommes engagées est inscrit sous le libellé « Autres ». Notons que les subventions en faveur des industries de défense représentent moins d'un demi-milliard de roubles, soit 0,15 % des dépenses totales.

Tableau n° 2 - Le budget officiel de la défense russe en 2001, en milliards de roubles

Lignes du budget militaire	Dépenses	
Maintenance Personnel		91,6
- Allocations (y compris le personnel civil)	62,5	
- Alimentation	17,0	
- Congés et repos médicaux	3,6	
- Bénéfices et compensations	1,4	
Entraînement au combat et logistique		37,5
- Maintenance des immeubles et réparations	15,9	
- Stocks et produits énergétiques spéciaux	12,0	
- Transports	5,7	
- Maintenance, opérations et réparations des propriétés et installations	1,8	
- Autres	1,9	
Programme énergie atomique		5,1
Mobilisation et entraînement des réserves		2,3
Sécurité collective de la CEI et maintien de la paix		2,7
Dépenses d'éducation et de santé		2,2
Garanties d'assurance		1,5
Commande militaire centrale		0,9
Industries de défense		0,3
Autres		74,8
TOTAL		**218,9**

Au regard de la richesse produite annuellement, les dépenses militaires officielles connaissent une réduction de grande importance, même si ce trend s'est renversé ces trois dernières années.

Tableau n° 3. L'importance des dépenses militaires au regard du PIB (selon les sources officielles)

Années	Pourcentage des dépenses militaires/PIB
1992	4,7
1993	4,4
1994	4,6
1995	3,1
1996	3,0

Tableau n° 2 - Le budget officiel de la défense russe en 2001, en milliards de roubles

Lignes du budget militaire	Dépenses
Maintenance Personnel	91,6
- Allocations (y compris le personnel civil)	62,5
- Alimentation	17,0
- Congés et repos médicaux	3,6
- Bénéfices et compensations	1,4
Entraînement au combat et logistique	37,5
- Maintenance des immeubles et réparations	15,9
- Stocks et produits énergétiques spéciaux	12,0
- Transports	5,7
- Maintenance, opérations et réparations des propriétés et installations	1,8
- Autres	1,9
Programme énergie atomique	5,1
Mobilisation et entraînement des réserves	2,3
Sécurité collective de la CEI et maintien de la paix	2,7
Dépenses d'éducation et de santé	2,2
Garanties d'assurance	1,5
Commande militaire centrale	0,9
Industries de défense	0,3
Autres	74,8
TOTAL	**218,9**

Au regard de la richesse produite annuellement, les dépenses militaires officielles connaissent une réduction de grande importance, même si ce trend s'est renversé ces trois dernières années.

Tableau n° 3. L'importance des dépenses militaires au regard du PIB (selon les sources officielles)

Années	Pourcentage des dépenses militaires/PIB
1992	4,7
1993	4,4
1994	4,6
1995	3,1
1996	3,0

1997	3,1
1998	2,4
1999	2,6
2000	2,7
2001	2,8

La Russie a décroché en termes de puissance militaire. Il lui reste l'effet «patrimoine », lequel lui donne plus de force réelle que l'énoncé de ses flux ne semble l'indiquer, même si le patrimoine se doit d'être maintenu. Il est impossible à la Russie de dépenser plus de 200 milliards de dollars à des fins militaires pour espérer seulement rester compétitive. En fait, ce « gap » peut conduire la Russie à chercher d'autres alliances peut-être avec la Chine.

II. L'importance économique du complexe militaro-industriel russe

Le complexe militaro-industriel ne produit pas que des armements. Dans ces conditions, il faut distinguer son état économique de celui de la production spécifique d'armement. Fin 2003, le registre des entreprises du complexe industriel de défense (CMI) comprenait 1279 entreprises. En 2002, dans les huit industries militaires, on comptait environ 2000 entreprises et organisations. Ces entreprises sont situées dans 72 régions de la Fédération de Russie. Une part importante de la production industrielle et scientifique du CMI est normalement destinée à satisfaire les besoins fédéraux. Elle est donc financée par le budget fédéral. En 2004, un financement de plus de 330 milliards de roubles du budget fédéral est prévu (soit 10 milliards de dollars). Du fait du caractère limité de la privatisation dans le secteur, la participation d'Etat dans la structure de la propriété reste élevée[2].

Le CMI assure environ 25 % de la production de construction mécanique, et plus de 40 % des exportations de la branche. Au sein du CMI, les industries les plus tournées vers les exportations (les deux-tiers de la production) sont l'aéronautique, la construction navale et radio industrie. Les exportations totales d'armes prévues pour 2003 s'élèvent à 5,6 milliards de dollars. (4,5 milliards de dollars en 2002). Aujourd'hui, la Russie est le troisième exportateur mondial d'armes, derrière les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Les industries du CMI absorbent 25 à 30 % environ des investissements en capital. Les tendances de l'état de l'appareil productif des entreprises du CMI correspondent à des tendances générales dans l'industrie. L'usure et l'obsolescence

[2] Au 1er juin 2003 en Russie, on compte 9860 entreprises fédérales unitaires. De plus, l'Etat détient les actions de 4205 sociétés anonymes.

des fonds de production actifs est de l'ordre de 70-80 %.La part des équipements à durée d'utilisation inférieure à 5 ans ne représente que 4,5 % (contre 5,7 % en moyenne dans l'industrie russe). La part des équipements, ayant servi depuis plus de 20 ans, est de 32 % (41,5 % en moyenne dans l'industrie). Or, pour le bon fonctionnement des processus techniques de la production des armements, la part des équipements à durée d'utilisation de moins de 10 ans doit être supérieure à 70 %, alors qu'en réalité, cet indicateur s'élève à 28 % (15,3 % en moyenne dans l'industrie). Cette situation résulte de l'insuffisance du taux de rénovation de l'appareil productif dans l'industrie. Le taux d'utilisation des capacités de production atteint 30-40 % dans le CMI, ce qui est inférieur à la moyenne (51 %) dans la construction mécanique.

Aujourd'hui, environ 2 millions de personnes sont employées dans le CMI, la majorité étant concentrée dans l'aéronautique, l'industrie spatiale et l'industrie des armements. La chute de la production, dans le contexte de retard considérable de salaires par rapport à la moyenne nationale, a affaibli considérablement la qualité des ressources humaines potentielles du CMI. Les résultats de l'enquête de début 2001, effectuée auprès des directeurs d'entreprises de défense, ont montré que moins de 40 % de salariés seulement répondaient aux exigences du travail dans les conditions du marché. Les collèges techniques professionnels et les établissements d'enseignement professionnel supérieur et secondaire ont pratiquement arrêté la préparation du personnel qualifié spécialisé dans l'armement[3].

La structure du système d'approvisionnement technique et en matériaux des entreprises du CMI, très complexe, comprend 30 000 milliers de fournisseurs. Outre le degré élevé de la coopération intra- et interbranche, les entreprises du CMI se caractérisent par une certaine dépendance à l'égard des importations de composants. L'éclatement de l'URSS en 1991 a mis la fin à l'existence du CME unique, basée sur la localisation planifiée des unités de production de l'industrie de défense sur l'ensemble du territoire de l'Union soviétique. La Russie a hérité environ 80 % du potentiel de défense de l'URSS, mais par ses propres capacités, elle ne peut assurer que 17 % de la production du CMI de l'URSS. Bien que la production de certains composants pour le CMI soit organisée sur le territoire de la Russie, la dépendance à l'égard de la coopération avec les entreprises des pays de la CEI, notamment, de la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan, persiste.

Le CMI de la Russie connaît une baisse continue de la production, accompagnée d'une modification de la structure de production vers l'augmentation de la production à usage civil. Elle dispose de capacités excessives dans la

[3] En 1996-2001, l'âge moyen des salariés des entreprises du CMI a augmenté considérablement (de 47 à 58 ans). Dans les organisations de recherche et de conception du CMI, l'âge moyen des salariés est encore plus élevé. Or, d'après les estimations, la part des salariés de plus de 50 ans ne doit pas dépasser 20%, la sécurité économique de la production étant mise en question dans le cas contraire.

production militaire, et, en même temps, elle subit une sous-capacité en termes de potentiel d'innovation (Tableau n° 4). Elle subit la diminution de son niveau d'investissements et, par conséquent, du taux de rénovation des fonds de production fixe, elle doit faire face à l'usure et l'obsolescence rapides de l'appareil de production et à la détérioration de la structure technologique.

Tableau n°4 - L'état des capacités de production dans l'industrie russe (d'après les enquêtes trimestrielles des directeurs d'entreprises industrielles)

Industries	La part des capacités de production existantes, pouvant être utilisées en cas de croissance de la demande de la production traditionnelle, %	La part des capacités de production existantes, pouvant être utilisées en cas de croissance d'une nouvelle demande, %
Industrie, total	10	4
Combustibles	5	1
Métaux ferreux	14	3
Métaux non ferreux	3	2
Industrie chimique et pétrochimique	11	3
Construction mécanique et industrie des métaux	10	7
Industrie du bois, ébénisterie, industrie du papier et de la pâte à papier	8	3
Industrie des matériaux de construction	10	3
Industrie légère	13	6
Industrie alimentaire	18	4

Tableau n° 5 - La structure d'âge de l'équipement de production dans l'industrie (en % du total)[4]

Années	Age	Age moyen, ans

[4] Source : Osnovnye fondy i drugie nefinansovie aktivy v Rossii, 1999, s. 27. Statisticheskiy bulleten', N 9 (93), ianvar' 2003. *(Fonds fixes et d'autres actifs non financiers en Russie, 1999, p 27. Le bulletin statistique, _ 9 (93), janvier 2003.)*

	Moins de 5 ans	6-10 ans	11-20 ans	Plus de 20 ans	Age moyen de l'équipement, ans
1970	40,6	30,2	21,0	8,2	8,4
1975	37,5	29,7	23,8	9,0	8,9
1980	35,5	28,8	25,1	9,6	9,5
1985	33,1	28,2	25,8	12,9	10,1
1990	29,4	28,3	27,3	15,0	10,8
1995	10,1	29,8	36,7	23,2	14,3
2000	4,7	10,6	46,5	38,2	18,7
2001	5,7	7,6	45,2	41,5	19,4

Le CMI souffre du bas niveau d'emploi du personnel et d'un niveau de salaire relativement faible, étant donné de fortes exigences de qualification. La situation économique et financière de nombre d'entreprises et d'organisations s'avère très difficile. Les dettes du Ministère de la défense russe pour des commandes d'Etat déjà réalisées dans le domaine des armes atteignent 20 milliards de roubles. À titre d'exemple, le besoin annuel en fonds pour le maintien des capacités de mobilisation représente 4 à 5 milliards de roubles. Or, en 1995, 200 millions de roubles avaient été prévus.

Puisque la part de la production réalisée dans le cadre de la commande de défense d'Etat est faible, les entreprises du CMI s'orientent essentiellement vers l'exportation des armements, et vers la production civile destinée au marché interne (42 % environ), dont presque 80 % est constituée par la production à usage industriel. Les directions principales de la politique publique à l'égard du CMI proposent la stabilisation de la situation économique et financière des entreprises, la coopération internationale dans les domaines prioritaires dans la sphère de hautes technologies de l'industrie de défense, la restructuration et la conversion de l'industrie de défense.

Dans le cadre de ces directions, une attention particulière est accordée à la création des structures compétitives intégrées, sur une base sectorielle. Les fusions horizontales et verticales ont été encouragées pour améliorer la compétitivité. La restructuration du CMI, élaborée en 1997, prévoyait la création de structures intégrées (holdings, complexes, groupes industriels) moins nombreuses et la dénationalisation, lors de la création des unions (structures intégrées), de la plupart des entreprises du secteur, qualifiées auparavant d'«importance stratégique » et ' non sujettes à la privatisation », avec la transformation de ces dernières en sociétés anonymes (avec 100 % des actions en propriété d'Etat) et avec le transfert ultérieur d'actions en gérance à l'union créée. Il s'agissait aussi de réduire la liste des entreprises dont l'Etat s'était engagé à conserver 38 % et 25,5 % des actions,

en limitant l'accès aux investisseurs étrangers et de sortir du CMI nombre de sociétés anonymes, notamment celles dont l'Etat ne dispose d'aucune action ou si la part de l'Etat peut être transférée à la compétence des fonds régionaux de la gestion patrimoine de l'Etat.

Le Gouvernement de la Fédération de Russie a pris la décision de privatiser en 2004 638 sociétés anonymes et 1080 entreprises fédérales unitaires d'Etat. De surcroît, une nouvelle liste des entreprises et des organisations du CMI dont la privatisation est interdite est mise en place. Sur cette liste, sont présentes 70 entreprises, en particulier CKB de la construction exacte d'appareils (Novossibirsk), CNII "Hydropribor" (Saint-Pétersbourg), CMKB "Almaz" (Saint-Pétersbourg)[5]. En même temps, un processus de création, dans le CMI, d'entreprises publiques[6] fédérales (23 prévues en 2004, notamment la poudrière Lénine de Kazan) a été entrepris.

En 2001, les « Bases de la politique de la Fédération de Russie dans le domaine du développement du complexe industriel de défense jusqu'à 2010 et pour la perspective ultérieure » et « le Programme d'Etat d'armement jusqu'à 2010 » ont été organisés, en vue de définir les scénarios de la stratégie générale du développement de l'économie russe à long term Il organise notamment les étapes de la réforme du CMI, ses buts et ses objectifs. Il s'agit principalement de diversifier la production, de créer de grandes compagnies et sociétés stables et compétitives par voie de l'intégration intersectorielle et de perfectionner le noyau de haute technologie du complexe.

Dans le CMI russe, quelques compagnies intégrées ont déjà été créées: RSK "MiG", Corporation «Armement tactique de fusées », Konzern PVO "Almaz - Anteï", le holding d'aviation "Sukhoï". La société «Equipement Aérospatial » est allée plus loin en signant un accord avec «Aviapribor holding»[7] concernant l'intégration par l'organisation d'une entre les deux compagnies, en vue d'améliorer leur compétitivité internationale[8].

L'Etat a pratiquement renoncé au soutien des entreprises de défense. La position des autorités régionales à l'égard des entreprises du CMI, est quelque peu différente. Les entreprises fonctionnant sur le territoire de la région améliorent l'emploi de la population, elles atténuent l'effet du chômage, elles accroissent les recettes du budget régional et, en conséquence, elles offrent de plus grandes

---

[5] Bureau Central de Conception de la construction exacte d'appareils (Novossibirsk), Institut Scientifique de Recherche Central "Hydroappareil" (Saint-Pétersbourg), Bureau Central de Conception Naval "Diamand" (Saint-Pétérsbourg) *(trad.)*.

[6] Entreprise publique est une entreprise gérée complétement par l'Etat, avec le recours de mécanisme de planification. Les entreprises de ce type peuvent être attachées aux autorités fédérales ou régionales. *(trad.)*

[7] Aviaappareil holding *(trad.)*

[8] La compagnie unie réalisera le cycle complet de production sur l'ensemble des équipements de bord pour tous types d'appareils volants, militaires ou civils. Au moment de l'intégration, la corporation «Equipement Aérospatial» contrôle 55-65% du marché, et «Aviapribor holding» détient 10-15 % de ce marché.

possibilités de solutions aux questions sociales. Lorsque l'entreprise de défense est partie prenante du tissu urbain, sa fermeture peut signifier la crise sociale et économique de la ville. La réalisation de ces décisions emprunte les voies diverses. Ainsi, pendant les réformes, les dépenses du Gouvernement de la République de Tatarstan pour le soutien des entreprises du CMI de compétence conjointe des Gouvernements de la Fédération de Russie et de la république ont représenté, en sommes cumulées, 18 milliards de dollars (au 1er juin 2001). Dans l'oblast de Samara, le gouverneur s'est adressé à la Douma Régionale en vue d'effacer les dettes publiques régionales accumulées par les entreprises. Le chef de la ville de Tchapaevsk, où se trouvent 5 de 8 entreprises de production de matières explosives situées dans l'oblast de Samara, a déjà promis de libérer les entreprises de leur dette de 100 millions de roubles envers le budget local.

Le soutien des entreprises par des autorités régionales s'exprime sous forme de financements budgétaires régionaux, d'allègements fiscaux et de restructuration de la dette budgétaire, mais aussi par le lobbying des intérêts des entreprises du CMI. Ainsi, par exemple, grâce au soutien du Gouvernement de la république de Carélie, l'usine de construction navale "Avant-garde", en situation financière difficile, a obtenu une licence du Ministère de la défense de la Fédération de Russie pour la réparation et la construction de navires militaires, qu'elle n'avait plus depuis 7 ans.

En conclusion, il y a six tendances principales au développement du CMI de Russie:

- La transformation de la plupart des entreprises publiques du CMI en sociétés anonymes, et la vente des actions de l'Etat de certaines sociétés anonymes.
- La réduction de la liste des entreprises du CMI non sujettes à la privatisation ;
- La transformation des entreprises du CMI d'importance stratégique en entreprises publiques ;
- L'assistance aux entreprises du CMI pour la création de grandes corporations compétitives (aéronautique, industrie aérospatiale, production des substances explosives etc.);
- Le transfert de nombre d'entreprises du CMI sous la juridiction des autorités régionales.
- Le développement des activités civiles et la recherche de marché vers les marchés internationaux[9].

[9] Aujourd'hui, sauf notables exceptions, les firmes d'armement ne produisent plus exclusivement pour l'armée. Cette transformation du comportement a été, en partie, le résultat de la baisse des budgets militaires nationaux et de l'abandon progressif des secrets technologiques qui constituaient la base de leur quasi monopole. Dans un mouvement simultané, le secteur civil est venu vers le militaire et le militaire a dû, pour survivre, se trouver des marchés civils. Le gouvernement des Etats-Unis a entrepris des actions spécifiques pour rentabiliser les retombées

III. L'industrie d'armement et la demande interne d'armes

Les armes stratégiques constituent dorénavant le fondement même de la défense russe, étant entendu que les forces conventionnelles ont perdu leur statut et leurs financements et n'entrent plus prioritairement dans les nouveaux rapports de force.

III.1. L'armement nucléaire

Avec la disparition du Pacte de Varsovie, la stratégie fondée sur les forces conventionnelles n'a plus la même rationalité.

Pour Nicols Voloshin, Chef du département de développement et de test des munitions nucléaires au Ministère de l'énergie Nucléaire, le complexe d'armement nucléaire russe maintient son activité et il travaille en vue de construire un bouclier nucléaire en vue de protéger l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Russie. La recherche-développement dans l'armement nucléaire continue dans le domaine nucléaire, à Sarov (région de Nijni-Novgorod), et à Snezhinsk. Il existe aussi des bureaux de design et de recherche fondamentale autour de Moscou et de Nijni-Novgorod. Les projets concernant les SSBM continuent, mais à un très faible niveau. L'armée prolonge la vie des missiles balistiques intercontinentaux des Forces Stratégiques en vue de couvrir l'absence de nouveaux sous-marins nucléaires. C'est un instrument essentiel de la défense russe. Avec les accords et traités concernant l'interdiction des tests nucléaires, le VNIITF (Russian Nuclear Center) travaille maintenant dans des programmes écologiques avec le Mayak Production Combine, Kurchatov Institute, Khopine Radium Institute et quelques centres en Ukraine, Biélorussie et Kirghizistan. La Russie a développé des accords avec les autres pays nucléaires américains, français et chinois.

L'Agence de Munitions russes, créée en 1999 a la responsabilité de la sécurité des stocks d'armes nucléaires et des armes chimiques. Cependant, en 1996, le Ministère de la Défense n'a reçu au programme de destruction que 13 % des ressources nécessaires, 2, 2 % en 1997 et 2,1 % en 1998. La Douma a demandé, en juin, 2 milliards de dollars d'assistance étrangère pour détruire les armes

---

technologiques militaires dans le cadre de la reconversion des industries de défense. Ainsi, le Pentagone a réduit de moitié ses fournisseurs attitrés et il a fixé des normes commerciales pour les achats militaires. Il a aussi encouragé les exportations d'armements, afin de favoriser l'émergence des économies d'échelle, de réduire les coûts unitaires, de limiter les risques financiers de la recherche-développement et d'accroître les effets d'apprentissage. Le prix unitaire de 500 avions est supposé 20 à 30 % moindre que celui découlant de la seule production des 300 appareils nécessaires à la défense nationale.

chimiques. Au rythme actuel, selon Zinivij Pak, il faudra cent ans pour éradiquer ces armes sur le sol russe[10].

Du fait des stocks existants et du retard pris dans le désarmement nucléaire, faute de moyens (quel paradoxe !), la puissance nucléaire russe reste très forte, toujours au second rang mondial loin devant les autres puissances nucléaires, hormis les Etats-Unis.

III.2. Les industries d'armement conventionnel

L'industrie d'armement n'est pas une activité comme une autre, elle met en cause la sécurité et la liberté. Pour des raisons purement économiques, les industriels d'armement russes n'admettent pas la compétition sur leur territoire. Ils arguent que la production nationale est essentielle pour l'indépendance stratégique (les armes étant, en outre, parfaitement adaptées aux forces armées nationales), qu'elle participe à l'industrialisation de l'économie nationale et que le financement économise des devises. Enfin, la production d'armes développe les emplois, améliore la situation de la balance des paiements, et produit des retombées technologiques dont bénéficie le secteur civil.

Malgré les plans qui ont favorisé la réduction de la taille du complexe militaro-industriel, celui-ci reste à la fois important et parfois obsolète. Il sera difficile de doter l'armée russe de matériels performants avant une bonne décennie. Ces objectifs sont très ambitieux et difficilement acceptables socialement. En outre, les dépenses afférentes à ces objectifs seront très coûteuses, de l'ordre de 20 milliards de roubles, ce qui rend l'opération difficile à mettre en oeuvre. On constate que près des deux tiers des dépenses militaires vont aux forces régulières, notamment à l'armée de terre et aux forces stratégiques, si l'on n'ajoute pas la question des forces paramilitaires.

Pour les achats d'armes et la R&D, la situation ne fait qu'empirer. Le renouvellement des armes se fait très mal, compte tenu des très faibles moyens du Ministère de la Défense (Tableaux n° 1 et 1bis).

Tableau n°1 - La production d'armes en Russie de 1990 à 2000

Années	Chars	Avions légers	Avions d'attaque	Bombardiers
1990	1600	3400	400	40
1992	500	700	150	20
1994	40	400	50	2

[10] FAS, Weapons of Mass Destruction, WMD around the world, 3 décembre 2003

1996	5	300	20	1
1998	10	250	30	0
2000	30	50	40	0

Tableau n° 1bis - La production d'armes en Russie de 1990 à 2000 (suite)

Années	ICBMs/SLBMs	Navires de guerre majeurs	Sous-marins
1990	120	2	12
1992	70	2	6
1994	25	0	4
1996	20	3	3
1998	15	1	1
2000	5	1	1

Pour l'avenir, la production ne semble pas devoir être orientée vers la hausse (Tableau n° 2).

Tableau n°2 - L'inventaire des armes majeures en Russie en 2001 et 2010

Armes	2000	2010
Chars modernes et véhicules blindés	45000	35000
Artillerie	33000	20000
Avions de combat et hélicoptères d'attaque	2800	1900
Navires de surface et sous-marins	95	60

Aujourd'hui, l'Etat achète de nouveaux équipements, plus légers, moins chers. Les entreprises de chars ont quasiment abandonné cette activité ou ont connu la faillite. La moitié de la flotte d'avions a été produite avant 1985. Seulement 1 % de celle-ci a été fabriquée depuis 1995. Toutes les entreprises d'armement connaissent des difficultés économiques considérables que les subventions, souvent locales et régionales, maintiennent artificiellement en vie.

Enfin, toute l'infrastructure a connu un processus de délabrement incontestable. Les deux tiers des aérodromes militaires devraient recevoir des réparations sérieuses. Sans une rapide prise de conscience, il est probable que le système sera bloqué et ne permettra pas aux troupes d'être opérationnelles. Il en va de même de la destruction des armes chimiques. Du fait de l'absence de moyens, elles sont toujours disponibles, au même titre d'ailleurs que nombre d'engins nucléaires.

La capacité de ses stocks militaires a été bien maintenue. L'obsolescence est déterminée par la demande, pas par les conditions physiques de l'actif. La valeur du stock de capital de la Russie peut passer de 50 % aujourd'hui à 90 % demain si Poutine souhaite réactiver le système de guerre soviétique. La production industrielle agrégée a diminué de 40 % pendant les années 1990, la crise dans le secteur de la défense a été deux fois plus sévère, notamment dans l'aéronautique et la production navale. La Russie produisait 870 avions par an en 1992 et 90 en 2000. Comme les armes constituaient 60 % de la production industrielle, il est encore possible d'y faire appel. La Russie a en outre perdu 30 % de son potentiel dans les autres Républiques aujourd'hui indépendantes.

40 % des entreprises sont proches de la faillite, notamment parce que l'Etat n'a pas rempli ses propres obligations de paiement pour des contrats déjà exécutés. Dans cette situation d'arriérés permanents, le Ministère de la défense fait ce qu'il peut, pendant que les entreprises d'armement sont incapables d'assurer leur pleine production, perdant ainsi les avantages des économies d'échelle. Lorsque les contrats existent, les délais de paiement de l'Etat sont considérables, les entreprises ne paient pas leurs travailleurs et les entreprises sont en situation de faillite potentielle. Les financements importants en faveur de la conversion ont été abandonnés, mais les employés sont restés dans l'entreprise.

Le complexe militaro-industriel connaît des difficultés particulières, avec des meurtres d'Igor Klimov et Sergei Shchitko (RATEP Company). Partiellement privatisé, il a plongé dans une ombre profonde du fait de ses conditions économiques catastrophiques. Il est souvent le lieu de profits illégaux et il attire les groupes de criminels organisés[11]. Les industries d'armement sont de plus en plus la proie des profits illégaux). La corruption est forte (13 généraux mis en examen en 2001). La Douma estime que les pertes liées aux activités illégales dans l'armée représentent 1,5 % du budget total de la défense nationale.

Les efforts du gouvernement pour régler cette situation ont été vains. Depuis que le budget de l'Etat est en léger excédent, la priorité dans ce domaine est de lutter contre l'endettement des firmes d'armement (estimé par le gouvernement russe à plus de 32 milliards de roubles), qu'il faudrait avoir réduit de moitié en janvier 2003. Or, le choix n'est pas varié. Il est souvent d'ordre binaire, soit conserver les entreprises à des fins sociales, soit les faire disparaître. Cependant,

[11] Isachenkov, V. (2003), Russian Arms Industry Under Siege, Johnson's Russia List, 7216, June 9.

après une période de stagnation, les dépenses militaires remontent et 3 milliards de dollars a été budgété pour entreprendre une modernisation, ce qui est peu et surtout trop tard. Il existe peu d'entreprises qui financent le développement d'armes sans aide de leurs gouvernements, car ce serait trop risqué. Dans ces conditions, il ne peut pas y avoir de concurrence.

III.3. La demande de l'armée russe

Aujourd'hui, l'armement technologiquement au point représente seulement 20 % du potentiel militaire russe. Les autres ont souvent plus de dix ans. Un tiers des matériels militaires (50 % des tanks de combat et des avions de combat, 80 % des hélicoptères) n'est plus en situation de combattre dans des conditions technologiques adaptées. 40 % demandent de nouvelles réparations. L'effort de R&D militaire ne dépasse pas les 15 % requis. Les achats de matériels depuis 1995 sont sporadiques et faibles. Les moyens antiaériens le 100S-300 P ne couvrent pas l'intégralité du ciel de la Russie, même si le système est supérieur à celui des Etats-Unis pour la défense elle-même et la qualité des matériels. Le système S-400 n'a toujours pas été construit. Il y a des problèmes avec la création des complexes antiaériens S-400, ce qui aurait dû être fait 4 ans plus tôt. Aucun nouveau missile n'a été créé. Les stations radars des S-400 sont testées en utilisant des missiles de S-300. Il va falloir aussi couper dans le nombre de missiles commandés. 12 satellites et fusées devaient être produits et lancés en 2004. La moitié d'entre eux pourront effectivement répondre à cette demande. Il n'a pas été produit de munitions depuis 10 ans selon Vitaly Shlyikov.

La situation est critique. L'armée a reçu 280 unités de nouvelles armes dans les trois dernières années[12]. On prépare un nouveau Plan 2010-2015, avec un réarmement de l'Armée. La Russie retarde ses programmes d'armement, ce qui lui supprime la parité avec le programme nucléaire. Les forces de la Navy et les forces aériennes et antiaériennes ne font l'objet d'aucune prévision claire. Les armes deviennent obsolètes, mais l'armée ne reçoit pas de nouvelles armes. La Russie avait planifié de tester le missile balistique mer Bulava en 2004, mais ces tests seront probablement retardés. La Russie ne sera pas capable de construire des sous-marins nucléaires stratégiques dans les temps (3 projets de sous-marins 955 et un 941 d'ici à 2010).

L'armée doit améliorer et réparer les véhicules militaires et aériens plus activement. Elle peut aussi acheter des matériaux obsolètes aux entreprises de défense. En 2003, le Ministère de la défense a été capable de vendre pour 5,8 milliards de roubles de matériels. En 2004, il espère 6,3 milliards de roubles avec

[12] Comme le Yakhont supersonic anti-ship cruise missile, le Iskander operational-tactical missile complex et de nouveaux types d'armes d'infanterie

les moteurs d'avion, les chars et les véhicules blindés, l'artillerie, les systèmes antimissile et les munitions. Il n'y aura pas d'achats d'avions cette année. Il s'agit plutôt de réparer et de moderniser les MiG-31, les Su-25 et les Su-27. Malgré les plans qui ont favorisé la réduction de la taille du complexe militaro-industriel, celui-ci reste à la fois important et parfois obsolète. Il sera difficile de doter l'armée russe de matériels performants avant une bonne décennie. Ces objectifs sont très ambitieux et difficilement acceptables socialement. En outre, les dépenses afférentes à ces objectifs seront très coûteuses, de l'ordre de 20 milliards de roubles, ce qui rend l'opération difficile à mettre en oeuvre. On constate que près des deux tiers des dépenses militaires vont aux forces régulières, notamment à l'armée de terre et aux forces stratégiques, si l'on n'ajoute pas la question des forces paramilitaires.

IV. La question des exportations des industries d'armement

Normalement, le pays d'origine est le premier client des firmes de défense. Aux Etats-Unis, l'exportation ne compte qu'à peine pour 15 % des profits des industries d'armement. Or, l'armée de la Russie n'a pas acheté de nouveaux équipements depuis près de 10 ans. Plus de 70 % des recettes du CMI proviennent des exportations. Or, le coût unitaire du matériel dépend de l'échelle de production (courbes d'apprentissage, choix des processus de production, amélioration des techniques et méthodes, imputation des frais fixes sur une plus grande quantité de produits fabriqués). Faute de marchés, les armes russes vont devenir de plus en plus chères et de moins en moins technologiquement compétitives. Pour maintenir en vie les industries d'armement, la Russie fait appel à l'aide technique et aux exportations d'armes.

Les exportations d'armement apparaissent comme une nouvelle nécessité pour maintenir le système d'armement en Russie. Les données sur les exportations d'armes sont très hétérogènes et elles sont sujettes à de fortes variations, selon les sources d'information. Le secret, les décalages des opérations industrielles, commerciales et financières entre la commande, la livraison, les conditions de paiement et la réalisation de la créance, ainsi que la nature particulièrement centralisée et diversifiée des accords commercialo-militaires de la France nécessitent des informations plus précises. En 2002, la Russie a exporté 4,8 milliards de dollars d'armes, mais il y a des contrôles insuffisants, notamment sur la qualité. De nombreux matériels construits pendant la période soviétique sont vendus comme neufs, avec de fortes commissions pour les intermédiaires, dans une atmosphère de grande illégalité. L'Etat cherche à reprendre le contrôle de ces revenus et de lutter contre cette corruption ambiante.

IV.1. Une nouvelle organisation

Rosoboronexport, créée par décret en novembre 2000 par le Président Poutine est une société d'Etat qui est l'intermédiaire dans le commerce des armes de la Russie. Elle résulte de la fusion entre deux sociétés fédérales distinctes, Rosvoorouzhenie et Promexport. Cette décision supprime une concurrence entre deux sociétés d'Etat. Rosoboronexport[13] est en charge de l'exportation de l'armement conventionnel, de la modernisation et de la réparation des armes, de la construction d'infrastructures de défense, de la promotion des produits russes et de la vente de permis de production d'armes conventionnelles. La société effectue elle-même des actions de modernisation (MiG-21 au profit de l'Inde, Mirage I et III aux moteurs russes RD-33 et missiles air-air R-73). Fin 2002, son carnet de commande a atteint 12,5 milliards de dollars. Les aéronefs de transport militaire et de combat (chasseurs Sukhoi et hélicoptères Mi) constituent 75 % de ces exportations, contre 12 % pour les navires, 5 % pour le matériel de l'armée de terre et 3 % les armes antiaériennes.

Rosoboronexport est responsable de 90 % des exportations militaires russes, avec 60 pays et 35 représentations à l'étranger. La Chine, l'Inde, le Koweit, l'Egypte, l'Algérie et Chypre représentent 90 % de son chiffre d'affaires. Rosoboronexport collabore avec 700 société d'armement et cette société travaille étroitement avec l'Ukraine, Belarus, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Elle souhaite regagner tous les marchés historiques de la Russie, par la diversification des matériels. Elle a pris le contrôle de la Russian Insurance Center (assurance) qui joue un rôle comparable à la Coface, en France. La Russie reste un exportateur important dans le secteur militaire. Il a même surpassé les Etats-Unis en 2002. Cependant, ce boom n'est que temporaire, il résulte de la vente des derniers articles de la production soviétique. Il n'a plus de complexe militaro-industriel puissant et influent en Russie. Les exportations d'armes de la Russie vont connaître une terrible récession au plus tard en 2006[14]. C'est le dernier souffle. Aujourd'hui, la plupart des grandes industries d'armement russes se sont converties, notamment à l'exportation d'armes, ou ont connu la faillite. La Russie a fourni 36 % des armes à l'exportation dans le monde.

IV.2. Des exportations importantes, mais en danger

---

[13] Infoguerre.com (2003), Focus sur Rosoboronexport : l'exportation d'armement russe, 7 Août.

[14] Weir, F. (2003), Russian arms exports booming: future clouded by lack of innovation, research, Technews, Sun. June 29.

Les exportations d'armes ne répondent pas non plus aux seuls critères de la compétitivité et, compte tenu du rôle de l'Etat et de sa volonté politique d'agir sur la scène internationale, l'hypothèse selon laquelle il existerait des ventes à perte, voire paupérisantes, n'est pas dénuée de tout fondement et mériterait en tout cas d'être soigneusement analysée, à partir d'informations vérifiées et vérifiables. Les compensations directes s'apparentent au troc. Celles-ci ne sont pas toujours favorables aux produits nationaux en concurrence avec les produits importés en échange. Les marchés sont complexes. Il est rare de recevoir du « comptant » en échange d'armes. Ainsi, la Malaisie a acheté 18 Su-30, mais elle a payé en huile de palme. Il y a aussi les transferts de technologie, les investissements sur place, la rétrocession de charges de travail, des accords de coproduction ou de sous-traitance, la fabrication de composants ou accords d'assemblages sur place. D'autres dispositions intéressantes pour l'importateur. Notamment, certaines dispositions financières sont alléchantes, proches du don, avec des primes, des bonus, des réductions ou des montages financiers très avantageux.

Aujourd'hui, la Russie dispose de plus de 12,5 milliards de dollars de contrat en poche. Le Président Poutine s'en est félicité et a appelé l'Etat à aider le CMI à moderniser et à développer ses productions. Cependant, la base des consommateurs est étroite, l'innovation est faible, il existe un gaspillage des ressources et un refus des réformes qui jouent contre l'avenir. Le patrimoine militaire de l'URSS a été dilapidé. Le magasin des pièces disponibles se réduit. Aujourd'hui, les coûts de production vont croître très rapidement. Dans ce contexte, l'industrie d'armement russe va perdre sa compétitivité en termes de coûts, mais aussi en termes purement technologiques au sens militaire. En outre, les marchés traditionnels de l'Inde et de la Chine, qui ont encore besoin de l'expertise et des technologies russes, paraissent saturés, d'autant que la moitié des revenus d'exportation a porté sur le seul Sukhoi Su-30. Pour Pyadushkin, la Russie n'a pas produit un seul nouvel article depuis la fin de l'URSS.

La stratégie de développement par les exportations est très dangereuse lorsqu'elle s'applique au domaine militaire. L'exportation, nécessaire à la réduction des coûts par les économies d'échelle, crée aussi une dépendance économique. En outre, les ventes s'accompagnent de conditions de crédit particulièrement satisfaisantes pour les acheteurs. Enfin, compte tenu des exigences des acheteurs, les économies d'échelle espérées par la production en série ne sont pas très importantes, sauf pour les matériels très courants, sur lesquels peu de bénéfices sont attendus, compte tenu de la concurrence.

La lutte commerciale est importante dans le domaine des armes[15]. Après des années de baisse, le marché reprend, mais les Russes n'ont plus grand chose à

[15] Kornoshchenko, Alexandre, « The Russian army will soon have no weapons left », Russia Weekly, 201, April 11, 2002)

offrir comme nouveauté[16]. Lors du marché malais, les chars russes n'ont pas non plus été en succès. Le Polish T-91 a été préféré pour 64 engins. Il en va de même des missiles, alors que les moyens de défense russes sont considérés comme les meilleurs au monde. La Malaisie préfère négocier avec le Pakistan. Enfin, les compensations politiques ne favorisent guère l'industrie d'armement russe.

IV.3. L'aide technique

Les compensations impliquent une responsabilité et une action conjointe des deux partenaires dans la fabrication de certains biens exportés par l'entreprise exportatrice. Il s'agit de réduire la charge monétaire pour le pays acheteur, par la création de « rentrées » pour le pays acheteur (contre-achats différés, sous-traitance, rétrocession de charges de travail), de faire bénéficier d'apports de technologies ou des incitations pour le pays acheteur à choisir le vendeur.

Le Su-30 est un puissant appareil qui a été modernisé, mais les profits n'ont pas été réinvestis dans la R&D. Le gouvernement indien a payé 200 millions de dollars pour moderniser son secteur aéronautique. L'Inde a obtenu le droit de produire ses propres Su-30MKI sous licence, un arrangement qui devrait couper cruellement les chances d'exportations futures. Il en va de même pour les chars T-90, une récente modification du T-80 soviétique. Moscou a permis à la Chine de produire le Su-27.

Aujourd'hui, la Russie aide l'armement iranien. Il s'agit de bâtir une alliance avec l'Iran et de construire un nouveau réacteur industriel nucléaire. Le succès de l'Iran dans ce secteur dépend de l'aide de la Russie. En fait, selon les officiels américains (Chris LaGrasso), les Russes les aident aussi, au moins indirectement, à construire une arme nucléaire. Le renforcement de la coopération militaire entre la Russie et l'Iran se fait au détriment de l'industrie américaine. Les Russes ont fourni des avions, des missiles antiaériens, des sous-marins, des hélicoptères, des licences de production de véhicules blindés et de munitions. C'est un marché estimé à 4 milliards de dollars. Les Américains menacent de sanctions économiques en cas d'accords importants. L'Iran est très intéressé par la création d'un système antiaérien. Ceci va à l'encontre des intérêts de l'industrie américaine, qui souhaite reprendre pied dans la région. Les Etats-Unis cherchent, par tous les moyens, à décourager la Russie à agir dans ce pays.

L'industrie d'armement russe commence à développer quelques accords avec les pays industrialisés, notamment avec les Etats-Unis, sur les questions nucléaires,

---

[16] La Russie vend toujours les mêmes armes depuis 1984. Ainsi, il a été vendu 18 MiG-29 à la Malaisie en 1994, et on essaie toujours de vendre aujourd'hui le même matériel. Les malais perdent confiance et se proposent d'acheter les F-18 américain pour leurs forces armées.

aéronautiques et spatiales. Cependant, ces alliances ne sont pas encore suffisamment développées.

V. Les comparaisons avec les Etats-Unis

Avec l'effondrement du système soviétique et la disparition du Pacte de Varsovie, les cartes de la puissance mondiale ont été redistribuées. Les Etats-Unis sont devenus l'incontestable puissance hégémonique. Avec la mise en place des missiles anti-ballistiques, le gouvernement américain s'est engagé dans une recherche d'invincibilité, que le terrorisme international peut d'ailleurs partiellement contourner. Libérés de la guerre froide, les Etats-Unis se sont engagés dans la guerre économique[17], puis dans la lutte contre le terrorisme. La dernière décennie met en exergue l'influence des armes sur la diplomatie américaine.

Aujourd'hui, alors même que les analystes américains parlaient encore de la supériorité de l'armée soviétique sur celles de l'OTAN en 1980, un déséquilibre considérable s'est creusé au bénéfice des Etats-Unis. Pour Brzezinski[18], l'impératif technologique commande un réaménagement politique de la planète en faveur de la société américaine, définie comme la première société globale de l'histoire, modèle global de modernité sans impérialisme, aux techniques universelles. L'avenir n'est pas à l'idéologie et aux canons, mais aux réseaux. La puissance s'exprime par plusieurs caractéristiques comme la maîtrise de la finance internationale, le contrôle des marchés et de la technologie, la capacité à réduire les barrières du commerce international, la présence d'un modèle culturel dominant et exportable et la puissance militaire. On peut ajouter la puissance morale et religieuse[19]. En prônant un "nationalisme économique positif"[20] par une politique industrielle adaptée, les États-Unis se proposent de devenir le seul arbitre d'une économie désormais globalisée, par le maintien de leur hégémonie mondiale et de la direction spirituelle de la planète.

Après la guerre froide et l'effondrement du mur de Berlin, les entreprises d'armement américaines se sont rapidement restructurées, concentrées, créant de quasi-monopoles d'armes qui vont en opposition avec l'idée du marché solution de tous les problèmes. Il a même été admis par la justice américaine que, du fait de la

---

[17] Daguzan, J-F. (1997), Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique, Revue Française de Géoéconomie, n° 2, Eté.

[18] Brzezinski, Z. (1971), La révolution technotronique, Calmann Levy, Paris.

[19] Cette idée d'être du côté de Dieu a été réaffirmé par le Président Bush, après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001. « Les attaques délibérées et meurtrières qui ont été menées hier contre notre pays étaient plus que des actes de terreur. Elles étaient des actes de guerre... La liberté et la peur, la justice et la cruauté se sont toujours fait la guerre et nous savons que, dans cette lutte, Dieu n'est pas neutre ».

[20] Reich, R. (1993), L'économie mondialisée, Dunod, Paris

concurrence internationale, les entreprises américaines d'armement ne peuvent se trouver en situation de monopole, ce qui leur vaut d'échapper aux lois « civiles » antitrust.

Avec la lutte anti-terroriste a conduit le gouvernement américain à reconsidérer son armement. Le secteur militaire américain doit être reconverti, au moins en partie. À l'avenir, la capacité militaire comprendra les armes de destruction massive et leurs vecteurs, les missiles de croisière, les mines sophistiquées, les installations souterraines (commandement et contrôle, stockage d'armes, voire des installations industrielles), les installations militaires situées en pleine ville, des sous-marins diesel équipés de torpilles avancées à grande vitesse, des systèmes de vision de nuit et des instruments de reconnaissance et de surveillance des cibles. L'option NMD (National Missile Defense) conduit à un recentrage sur les problèmes purement nationaux, conduisant à l'option unilatérale du « benign neglect ». L'option de la sanctuarisation du territoire américain reste nationalement très populaire et électoralement payante. Le programme NMD conduit au refus d'un dialogue sur cette question avec les alliés ou de négociations avec la Chine ou la Russie. Elle rejette la dissuasion en prenant comme hypothèse, non totalement dépourvue de vérité, de l'irrationalité des acteurs stratégiques. Pour l'instant, les essais d'interception de missiles intercontinentaux n'ont pas encore été couronnés de succès. Cette stratégie n'est pourtant pas la seule conséquence d'un lobbying industriel, c'est une stratégie de sortie de la stratégie de la terreur (Mutual Assured Destruction, ou MAD) et de refus de celle de la dissuasion du faible au fort. C'est le retour à l'autonomie stratégique et au possible « first use ». Il s'agit d'une option de capacité offensive et défensive tous azimuts.

Les Etats-Unis ont cherché à rentabiliser leurs retombées militaires dans le cadre de la reconversion des industries de défense, en réduisant d'abord de moitié les fournisseurs attitrés du Pentagone et en fixant des normes commerciales pour les achats militaires. Le complexe militaro-industriel s'est vu attribuer le leadership de secteurs industriels vitaux. Il en a profité pour introduire un nouveau système de valeurs, de nouveaux modes de fonctionnement, fondés partiellement sur l'absence de marché et l'assurance du profit. Le CMI s'internationalise, même si les marchés restent encore nationaux et si les gouvernements soutiennent encore les exportations d'armes de leurs ressortissants.

L'industrie d'armement devient ainsi tributaire du processus de globalisation. Pourtant, elle est historiquement réservée, au nom de la défense nationale, sur la question des ententes industrielles avec des entreprises étrangères. Aujourd'hui, l'internationalisation de la production et des marchés conduit à la réduction progressive des degrés de protection des entreprises nationales. Si l'industrie d'armement a souvent exercé une influence fondamentale sur la recherche-développement et plus généralement sur les technologies civiles

contemporaines, ce phénomène n'est plus toujours vérifié. Les entreprises d'armement se sont restructurées, diversifiées et spécialisées. Du fait même de l'existence des forces nucléaires et de leur faible probabilité d'utilisation, d'autres stratégies sont mises en place, en complément ou en substitution partielle. En Russie, Vladimir Poutine veut redéployer son armée. Il se propose de recentrer l'appareil de défense sur quelques priorités, notamment les menaces internes, les frontières, le renforcement de l'arme nucléaire et le développement des armes de la coopération et de la diplomatie[21].

Dans le monde, les industries d'armement de la Russie sont petites. Pour 2002 dans la zone de l'OCDE, le classement des plus grandes entreprises militaires est le suivant :

Lockheed-Martin 22,2 milliards de dollars (84 %)[22]
Boeing 20,8 milliards de dollars (38 %)
Northrop-Grumman 14,2 milliards de dollars (83 %)
Bae Systems 14,1 milliards de dollars (77 %)
Raytheon 10,1 milliards de dollars (60 %)
General Dynamics 9,8 milliards de dollars (71 %)
Thales 6,2 milliards de dollars (59 %)
EADS 5,7 milliards de dollars (20 %)
UTC 4,6 milliards de dollars (16 %)
Rolls-Ryce 2,07 milliards de dollars (49 %).

On assiste à un mouvement de concentration considérable. En 1992, les dix premières firmes d'armement atteignaient 57,6 milliards de dollars. En 2002, elles atteignent 110 milliards de dollars, soit quasiment le double. En 1992, il n'y avait que deux firmes européennes, aujourd'hui elles sont quatre, avec une militarisation qui reste inférieure à celle des Américaines.

Dans ce contexte, l'industrie russe d'armement s'est rétrécie. Elle a connu, depuis 1991, une crise économique terrible. Selon le SIPRI, les Etats-Unis représentent aujourd'hui près de 50 % des ventes mondiales d'armement, contre 3 % à la Russie. Cependant, même si les dépenses militaires décroissent, cela ne devrait pas remettre en cause sa puissance militaire[23]. Depuis 1988, les dépenses militaires réelles de la Russie ont connu un déclin considérable. Depuis l'arrivée du Président Poutine au pouvoir, les dépenses militaires, malgré une inflation de près de 16 %, augmentent à nouveau. Ceci est dû partiellement à la reprise

[21] A ce titre, Vladimir Poutine se rapproche du concept de sécurité défini par Gorbatchev. C'est un nouveau pied de nez de l'histoire de la Russie.

[22] entre parenthèse, le chiffre d'affaires militaire de la firme par rapport au chiffre d'affaires total.

[23] Weekly analysis (2003), The Russian Defense Ministry has joined a combat for the 2004 military budget, http://www.ru/chitalka/military/en/20030808.shtml, Issue n°90, August.

des hostilités dans le monde entier.

L'industrie de l'armement de Russie n'a plus la puissance interne et internationale de feue l'URSS, laquelle était en outre très consommatrice d'une main d'œuvre de qualité, avec les effets d'éviction[2], en défaveur de l'économie civile, qui s'y rapportent[3]. Cependant, face aux nouvelles menaces, à part l'industrie nucléaire et ses armes qui restent disponible pour une dissuasion désespérée pour l'humanité, de nouvelles armes vont et commencent à naître avec l'industrie numérique. Si les Etats-Unis sont encore largement en avance dans ce domaine, notamment sur le plan commercial, les avancées potentielles de la Russie dans le domaine des cyberarmes sont soutenues par un gouvernement qui peut, de manière verticale, imposer leur mise en place, sans passer par des opérateurs privés. La Chine peut aussi s'engager dans cette voie, ce qui pourrait conduire à une défense plus active des démocraties face à ces dangers latents.

Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, Cahiers de l'Espace Europe, n°5, Grenoble, mars 1994 (40 pages)

Braguinsky, S. (1998), Les facteurs structrels et la politique industrielle de l'économie russe, in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Brunat, E., Fontanel, J. (2001), The arms race, once again ? Colloquium « Reforming natural monopolies in Russia. The macroéconomique situation and forecast. The Russian defence complex and the national missile defense controversy, Académie des Sciences, Moscow, June 6. 2001

Brzezinsky, Z. (1971), La révolution technotronique, Calmann Levy, Paris.

Daguzan, J-F. (1997), Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique, Revue Française de Géoéconomie, n°2. Eté.

Fisher, S. (1998), L'avenir de l'économie russe, in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (1994), La conversion civile de l'armement, in Aganbeguyan & Fontanel, Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, Cahiers de l'Espace Europe n° 4, Grenoble, avril 1994 (16 pages

Fontanel, J. (1995), La conversion des industries d'armement en Russie, Colloque "Stratégie et développement", Ecole Supérieure d'Application du Matériel de Bourges, IHEDN, Bourges, 16 novembre 1995.

Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, Defence and Peace Economics,1995, 6.3.

Fontanel, J., Samson, I., Spalanzani, A. (1995), Conversion for the 1990s. Peace costs against Peace dividend, Defence and Peace Economics, 1995, 6.3.

Fontanel, J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

[2] Smith, R., Fontanel, J. (1987), Capital-Labour substitution in defence provision", in "Defence, Security and Development", (Deger & West, Ed.), Francis Pinter, London, June 1987, 17 pages. Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, Defence and Peace Economics,1995, 6.3.

[3] Shkaratan ,O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian Military-Industrial Complex Defence and Peace Economics, Vol. 9. 1998. Fontanel, J., Samson, I., Spalanzani, A. (1995), Conversion for the 1990s. Peace costs against Peace dividend, Defence and Peace Economics, 1995, 6.3.

Fontanel, J., Coulomb, F. (1998), Le succès de la conversion des industries d'armement, condition nécessaire de la réussite de la transition, in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (1998), L'économie russe, ou la transition douloureuse, in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2003), Civilisations, globalisation et guerre, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J. (2003), Les dépenses militaires de la Russie, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris, 2003.

Fontanel, J. (2003), L'industrie d'armement de la Russie. Académie Nationale d'Economie, de Moscou, Conférence, 7 décembre.

Gaidar, Y. (1998), La politique libérale sans alternative en Russie, L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Infoguerre.com (2003), Focus sur Rosoboronexport : l'exporrtation d'armemenv russe, 7 août.

Intriligator, M.D. (1998), L'Amérique dort pendant que la Russie chancelle », in L'avenir de l'économie russe en question (J. Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Isachenkov, V. (2003), Russian Arms Industry Under Siege, Johnson's Russia List, 7216, June 9.

Kornoshchenko, A. (2002), The Russian army will soon have no weapons lefts, Russia Weekly, 201, April, 11.

Osnovnye Fondy i drugie nefinansovie aktivy v Rossii, 1999.

Reich, R. (1993), L'économie mondialisée, Dunod, Paris.

SIPRI Yearbook (2001), Armament, Disarmament and International Security, Stockholm.

Shkaratan ,O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian Military-Industrial Complex Defence and Peace Economics, Vol. 9. 1998.

Smith, R., Fontanel, J. (1987), Capital-Labour substitution in defence provision", in "Defence, Security and Development", (DEGER & WEST, Ed.), Francis Pinter, London, June 1987, 17 pages.

Statisticheskiy bulleten, N. 9 (93), ianvar, 2003.

Weekly Analysis (2003), The Russian Defense Ministry has joined a combat for the 2004 military budget, http://www.ru/chitalka/military/en/20030808.shtml. Issue n°90. August.

Weir, F. (2003), Russian arms exports booming : future cloudes by lack of innovation, research, Technews, June 29.